

## **Sur Syriza et sa victoire aux récentes élections générales en Grèce**

Le 25 janvier 2015, pour la première fois dans l'Histoire de la Grèce, un parti de gauche –SYRIZA, a gagné les élections nationales avec une majorité de 36,34 %, 8,5 % de plus en pourcentage que Nea Demokratia (Nouvelle Démocratie), le parti de droite traditionnel et principale force de la coalition gouvernementale sortante. Pourtant, SYRIZA n'a pas atteint la majorité absolue, n'obtenant que 149 sièges au Parlement (un minimum de 151 sièges étant nécessaire pour obtenir un vote de confiance). En conséquence, ils ont dû former une coalition avec « Anexasartitoi Ellines » (Grecs indépendants), un parti populiste nationaliste de droite qui avait obtenu 4,75% des votants et 13 sièges au Parlement. Une telle collaboration était devenue possible en raison de la ferme opposition d'« Anexasartitoi Ellines » aux programmes d'austérité des années précédentes, ceci malgré de grandes différences entre les deux partis sur des questions comme l'immigration et la politique étrangère.

Le vote de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie pour SYRIZA était un vote de revanche contre un gouvernement de droite dont le programme drastique d'austérité avait engendré des effets désastreux sur leur vie et développé dans la population des tendances dépressives et suicidaires. C'était un vote contre une politique de la peur qui avait non seulement imposé la répression des luttes mais aussi entre les travailleurs de nombreuses petites « guerres civiles » quotidiennes déprimantes. C'était un vote contre la propagande constante et monotone sur le dogme « Il n'y a pas d'alternative » (1) Rien n'illustre mieux la popularité du programme politique alternatif de SYRIZA que cet exemple : dans le camp de concentration d'Amygdaleza, les immigrants « illégaux » qui s'étaient révoltés au cours de l'été 2013 contre leur incarcération et n'avaient pas le droit de vote chantèrent en chœur la nuit du 25 janvier devant leurs gardiens « Tsipras-Tsipras » (2)

Comme nous le verrons en détail dans la suite de ce texte, les principaux points du programme de SYRIZA sont :

- a) l'annulation de la plus grosse partie de la dette conjointement à d'autres mesures de soulagement de cette dette
- b) l'abolition de tout programme d'austérité (en fait une dévaluation du capital)

Il est intéressant de noter que seulement récemment les cadres de SYRIZA ont exprimé une vision optimiste quant à l'acceptation de leurs positions et de leurs propositions par les créanciers de la Grèce, à savoir l'ensemble des Etats membres de l'Union Européenne, la Banque Centrale Européenne et le FMI. Il est possible que cet optimisme soit relié au fait que la déflation courante et la stagnation au sein de l'UE, en liaison avec la chute du cours du pétrole, ait conduit au lancement d'un « quantitative easing » (QE) (3) de grande dimension, un programme de rachat de titres par la BCE de 1000 milliards d'euros, pour stimuler les économies européennes. Cette stratégie récente de QE représente une politique d'inflation, une dévolution des capitaux nominatifs dans toute l'Union Européenne, par le canal d'une dévaluation de l'euro ce qui permettrait de prévenir l'imposition de nouvelles mesures drastique d'austérité dans certains pays de l'UE ou bien le contrôle strict des déficits budgétaires, même si ce virage ne signifie pas que le bon vieux « terrorisme fiscal » soit abandonné comme un outil d'attaque sur les prolétaires de l'UE.

De plus, quelques membres des gouvernements européens ont exprimé expressément leur soutien ou leur sympathie envers les positions de SYRIZA, par exemple le ministre des finances d'Irlande qui, deux semaines avant les élections générales grecques soutenait l'idée d'une conférence européenne sur la dette ou le chancelier autrichien qui critiquait les programmes d'austérité et proposait de discuter de mesures spécifiques de soulagement de la dette. Il semble qu'en raison de la stagnation économique persistante, une fraction petite mais croissante du capital européen pousse vers l'abandon de la politique drastique d'austérité initiée par l'Allemagne. D'éminents économistes ou commentateurs financiers ont non seulement reconnu qu'un allègement de la dette était nécessaire mais ont aussi endossé le programme de SYRIZA préconisant le remplacement des coupes dans les dépenses par des dépenses stimulant la demande (4) Même Martin Schulz, le président allemand social-démocrate du Parlement Européen dit sa conviction que SYRIZA ne parviendrait pas à obtenir une réduction de la dette mais néanmoins a évoqué la nécessité d'aller vers un compromis

Au même moment, il semble possible que SYRIZA puisse utiliser d'autres instruments de politique étrangère par exemple l'utilisation du veto dans le but d'obtenir des concessions de l'EU.

### **Comment SYRIZA est parvenu à être majoritaire en Grèce**

Le sigle (acronyme) SYRIZA pour « Synaspismos Rizospastikis Aristeras » peut se traduire en français par « Coalition de la gauche radicale ». Syriza fut créé en janvier 2004, une coalition de plusieurs partis et groupes politiques gauchistes, les plus importants d'entre eux étant Synaspismos (Coalition de Gauche et de Mouvement et Ecologie) AKDA (Renouveler la gauche communiste écologique), Keda (Mouvement pour une action unie de la gauche), DEA (Gauche Internationaliste Ouvrière) et KOE (Organisation communiste de Grèce). SYRIZA se transforma en un parti unique avant les élections générales de juin 2012 quand il lui sembla possible de gagner les élections en profitant du bonus de sièges parlementaires donné à la majorité par le système électoral grec.

Synaspismos était de loin le plus fort et le plus important élément de SIRIZA et avait été formé en 1989 lors d'une coalition entre le KKE (prosoviétique Parti Communiste) et la Gauche Grecque, le successeur de KKE Intérieur (un parti euro communiste qui avait scissionné de KKE en 1968). KKE quitta Synaspismos en 1991 quand la ligne dure de la fraction stalinienne purgea du parti tous les membres défendant une ligne social-démocrate y compris le secrétaire général du parti qui démissionna de KKE mais resta membre de Synaspismos A la fin des années 80, AKOA scissionna de KKE intérieur pendant que KEDA scissionnait de KKE au début des années 90. DEA était une scission du Parti socialiste ouvrier trotskiste (associé à la tendance Internationale Socialiste) et KOE était le successeur d'un groupe scissionné du parti maoïste KKE-ML.

La création de SYRIZA est connectée directement aux ferments et développements politiques qui se mirent en place au cours de la période du mouvement « anti globalisation » et lors de la prévalence du soi-disant discours anti néolibéral dans les rangs de ce mouvement. En particulier, tout ce qui semblait alors des groupes hétérogènes s'unirent dans une opposition aux restructurations néo libérales du welfare étatique et optèrent pour un retour à un management plus social-démocrate des relations sociales capitalistes. Le moyen organisationnel pour cette unification fut une formation « Espace pour un dialogue pour l'Unité et une action commune de la gauche » , formation qui prépara la participation gauchiste grecque à la manifestation « anti globalisation » de Gênes en 2001 Il ne fait pas de doute qu'il y a encore des positions divergentes dans SYRIZA au sujet de questions comme la nationalisation des banques, de la participation à l'Eurozone mais présentement, les plus « radicaux » socio démocrates qui envisagent la nationalisation des banques tout comme les soi-disant Eurosceptiques qui sont pour la sortie de la zone euro perdent du terrain dans le parti.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Avant le déclenchement de la « crise de la dette » en 2010 –qui était la manifestation et l'aggravation de la crise prolongée de la reproduction capitaliste en Grèce - et l'imposition d'une politique de choc de dévaluation du capital variable comme du capital constant à travers le mécanisme du « mémorandum » infamant – c'est-à-dire les programmes d'austérité connectés aux prêts consentis par le Troïka (FMI,BCE, UE) (5) dans les années qui suivirent, SYRIZA n'avait jamais gagné plus de 5% des votants dans les élections européennes ou nationales. SYRIZA émergea comme le principal parti d'opposition dans les élections générales répétées de 2012, seulement après la défaite des luttes contre la mise en œuvre de la politique de dévaluation du capital (16,78 % des votants en mai et 26,9 % en juin 2012)

Ce développement se rattache largement au rôle central joué par SYRIZA dans le « mouvement des places » (occupation permanente des places publiques) qui éclata fin mai 2011 et garda toute sa force pendant plus d'une année. La principale manifestation du « mouvement des places » en Grèce fut l'occupation de la place Syntagma (la place centrale d'Athènes en face du Parlement) qui dura deux mois au cours de l'été 2011. Ce mouvement paraissait donner une perspective de dépassement de la logique spécifique des syndicats et de mise en question les partis politiques de gauche comme forme aliénante à la fois de représentation des pratiques de la classe ouvrière et du système politique comme un tout. Pourtant ce mouvement restait au niveau de la protestation politique et d'une revendication de « démocratie réelle/directe », ceci bien que son rôle dans l'appel à la grève contre les accords de moyen terme et dans l'organisation de batailles contre la police imposant la répression capitaliste en juin 2011 ait été crucial. Les mécanismes de parti de SYRIZA et d'autres organisations de Gauche jouèrent incognito un rôle clé dans les groupes organisationnels de la place Syntagma et partant réussirent à dominer largement le contenu et les formes de lutte en prônant une idéologie gauchiste nationaliste «d'indépendance nationale », de « reconstruction productive de l'économie grecque », « d'annulation de la plus odieuse partie de la dette »,etc.. De plus, ces mêmes mécanismes firent de leur mieux pour maintenir la lutte à un niveau purement symbolique, ruinant toutes suggestions pratiques qui furent faites pour l'expansion de la lutte aux lieux de travail et bureaux de chômage alors qu'ils développaient en même temps le thème de la « provocation » contre ceux qui s'affrontaient avec les forces de police dans les manifestations de masse .

Le « mouvement des places » était basé ou bien sur la création de nouvelles « assemblées populaires » dans la périphérie d'Athènes et dans les villes provinciales ou bien sur le redéveloppement temporaire de celles qui existaient déjà (qui pouvaient remonter à la révolte de décembre 2008). Dans la période qui suivit le mouvement de la place Syntagma, se développa un mouvement de mobilisations préconisant le « refus de paiement par la base populaire organisé principalement par les assemblées » Ces mobilisations se concentraient principalement dans le refus de paiement :

- a) des factures d'électricité qui, à ce moment et pour les trois prochaines années incluait un nouvel impôt sur la propriété
- b) du ticket de transport dont le prix avait augmenté
- c) des péages autoroutiers qui s'étaient multipliés alors que leur taux avait augmenté.

Les membres de SYRIZA et autres gauchistes qui participaient aux « assemblées populaires » impulsèrent alors un glissement de la cible des mobilisations politiques vers des activités prolétariennes antagonistes : la reconnexion de l'électricité dans les foyers ouvriers ou le blocage/sabotage des machines de contrôle des tickets dans le métro ou

des actions légales qui souvent impliquaient les administrations des municipalités contrôlées par des maires socio-démocrates de gauche

Les tentatives de SYRIZA de récupérer les mobilisations étaient largement couronnées de succès, une tâche plutôt facile en raison de composition interclasse de celles-ci et de leur contenu politique : les assemblées, même quand elles étaient à prédominance prolétarienne de toute sorte ne se définissaient jamais comme des collectivités ouvrières ; elle étaient plutôt perçus par la majorité des participants comme des assemblées de citoyens locaux : des individus privés, des propriétaires privés... De cette composition et perception, il n'y avait qu'un petit pas à faire pour verser dans le discours social-démocrate des « droits sociaux du citoyen » « du « droit au bien commun » etc.. qui était principalement celui de SYRIZA . Par exemple, les assemblées de voisinage ont organisé une série de soi-disant activités de solidarité comme de soupes populaires, des centres de soins autogérés, des coopératives d'échanges de marchandises, de échanges de services (par exemple de classes de langues étrangères) dans un cadre interclassiste anti gouvernemental. La stratégie d'autogestion de l'austérité était largement adoptée par SYRIZA qui, comme nous en parlerons plus loin, a inclus l'économie sociale et solidaire comme un des piliers de son programme pour la « reconstruction productive de l'économie grecque ». Aujourd'hui SYRIZA contrôle une pléthore de telles organisations de base de solidarité y compris les centres de santé et les pharmacies autogérés, les centres d'échanges de marchandises, les centres d'aide alimentaires, etc. Notre position que les limites entre de tels projets et les organisations caritatives de l'Eglise ou des ONG étaient particulièrement floues a été confirmée par les récentes déclarations de soutien à la mission philanthropique de l'Eglise évoquée par le président de SYRIZA lors d'une rencontre avec l'Archevêque d'une institution religieuse de charité. En outre SYRIZA utilisa les assemblées de voisinage pour renforcer ses sections locales qui souvent copiaient la forme assembléiste et recruta ses membres dans les assemblées de voisinage

La capacité de SYRIZA de se substituer (dans une mesure réduite mais pourtant substantielle) à la désintégration du welfare en Grèce a été augmentée par ses gains récents aux élections locales. Par exemple, SYRIZA gère depuis septembre 2014 l'administration régionale de l'Attique (la région la plus peuplée de Grèce à laquelle appartient Athènes) et a ordonné la reconnexion de l'électricité dans un nombre significatif de familles pauvres avec une allocation de 360 euros par année pour chaque foyer dont l'électricité avait été coupée

En outre, après la défaite des luttes dans le secteur public ( à l'exception de la lutte contre les nouveaux employés et le système d'évaluation dans l'unité de travail qui est toujours en cours), une défaite survenue pour pas mal de raisons, dont certaines ont déjà été exposées ci-dessus, SYRIZA est apparu comme un parti politique qui rétablirait le statu quo antérieur en annulant les licenciements, les mises à pied dans les universités et, plus largement dans les services publics et la réouverture d'ERT( la radio et TV nationale qui avait été fermée par le précédent gouvernement avec le licenciement de 3 000 employés). Pour les luttes contre les fermetures d'entreprises, SYRIZA a soutenu à la fois activement l'autogestion des usines par leurs anciens salariés se basant de l'exemple de Viome (6) tout comme l'organisations de la distribution de la production dans des échanges de marchandises autogérées sans intermédiaires. L'autogestion des entreprises en faillite et la création de nouvelles coopératives, l'auto gestion des réseaux de production, distribution, consommation « dans le but de créer des économies d'échelle » ou même la création d'institutions de crédit coopératif constitue le programme de SYRIZA pour édifier le pilier « économie sociale » de son plan de « reconstruction productive »

Sur le même terrain de la représentation politique, le pouvoir de SYRIZA a grandi dans son opposition résolue au parti d'extrême droite l'Aube Dorée. L'impact d'Aube Dorée sur le plan national avait été largement renforcé après l'affaiblissement du « mouvement des places ». Ce mouvement avait combiné un courant de base d'une « révolte de la gauche » avec celui d'une révolte de la droite. Après cette retraite la fraction la plus passive et raciste de cette « révolte de base » de la droite contre les mesures d'austérité avait trouvé une représentation politique dans ce parti politique. Cette représentation fut encouragée par l'aile droite du parti au gouvernement et les références à la Grèce profonde. Quand la violence des membres de ce parti contre les immigrants et les gauchistes se déchaînèrent en septembre 2013 et que son autonomisation par rapport au soutien de l'Etat devint évidente, les « frères » de l'aile droite du gouvernement furent contraints de mettre les dirigeants d'Aube Dorée en prison. Pourtant, le véritable vainqueur de la campagne d'Etat antifasciste fut SYRIZA qui avait soutenu les activités antifascistes au cours des années précédentes dans et hors des « assemblées populaires » » (7)

La domination dans le mouvement anti austérité du discours nationaliste concernant la renégociation/réduction de la dette gouvernementale – une réduction par l'Etat des paiements venant d'en haut ( une vision partagée aussi par Aube Dorée) opposée à la vision prolétarienne du refus de paiement venant de la base et la « reconstruction productive de l'économie grecque » combinée à la domination du discours social-démocrate sur le « droits sociaux du citoyen », les « droits aux biens communs », »autogestion » «et « économie sociale » ont pavé le chemin pour l'émergence de SYRIZA comme le prochain parti dominant. Après avoir activement sapé le développement potentiel des luttes sur les lieux de travail, les places et la rue en un mouvement prolétarien qui puisse menacer la domination du capital et de son Etat, SYRIZA parvint à transférer la défaite du mouvement de base en son pouvoir électoral. Une grande partie de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie mirent leurs espoirs dans le

renversement de la politique de dévaluation du capital en assurant le succès électoral de SYRIZA . Le nouveau gouvernement de coalition représente la reconnexion entre la « révolte de la gauche » venant de la base avec la plus active et non fasciste « révolte de la droite » au niveau de l'Etat capitaliste. Normalement cela devrait ouvrir une nouvelle période de luttes revendicatives de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie.

### **Que deviendront les programmes politiques de gauche quand les mouvements sociaux déclineraient ?**

Il est intéressant de dresser la liste des changements dans le programme politique de SYRIZA de 2010 à aujourd'hui. Pour permettre d'illustrer ces changements plus clairement nous les avons divisés comme suit en catégories

#### **Management de la dette du gouvernement**

La principale position du programme de SYRIZA concernant la restructuration de la dette de l'Etat est restée inchangée depuis 2010, à savoir renégocier cette dette en annulant la plus grande partie. Récemment, ils ont évoqué le précédent historique de 1953 du traité de l'annulation de la dette entre la République Fédérale d'Allemagne et les nations créancières après la conférence de Londres sur la dette. D'autre part les principaux changements dans l'attitude de SYRIZA sur ce sujet peuvent être ainsi résumés :

- a) en 2010 et 2011 SYRIZA défendait un emprunt direct auprès de la BCE à un faible taux d'intérêt similaire à celui consenti aux banques privées bien que dans ses propositions les plus récentes ils se réfèrent à la politique de « Quantitative Easing » comportant l'achat par la BCE de titres d'Etat
- b) Depuis 2012 SYRIZA propose de différer le paiement des intérêts de la dette jusqu'au moment où l'économie grecque aurait été redressée avec l'insertion d'une « clause de croissance économique » de régulation de ce paiement .
- c) En 2011, SYRIZA défendait la tenue d'un audit approfondi de la dette de la Grèce dans le but d'annuler la fraction la plus pourrie, une position qui depuis a été retirée du programme. Ce programme actuel montre aussi qu'alors qu'en 2010 et 2011 SYRIZA défendait l'abolition du pacte de stabilité européen, en 2015 il défend seulement l'exclusion des programmes d'investissement public des restrictions imposées par le pacte stabilité et croissance. De plus, en 2010 SYRIZA était pour des restrictions au mouvement des capitaux par l'adoption de la taxe Tobin (8), une position qui depuis ne figure plus dans le programme. Enfin, le dernier et pas des moindres, dans son programme de 2015, SYRIZA en appelle à la mise en place d'une substantielle période de grâce au cours de laquelle l'Etat grec n'aurait pas à assurer le service de la dette pendant un certain nombre d'années pour permettre d'orienter les fonds ainsi dégagés vers des dépenses d'investissement , un levier pour le « démarrage de l'économie ».

#### **Système bancaire et dette privée**

Il y a eu un changement fondamental dans le programme de SYRIZA eu égard au système bancaire. En particulier, en 2010 et 2011 SYRIZA défendait la nationalisation des banques alors qu'en 2015 il ne parlait plus que de la création d'une banque publique d'investissement et d'un certain nombre d'institutions spécialisées de crédit pour les petites entreprises, les entreprises autogérées et les paysans Toute référence à la nationalisation des banques avait été gommée .Depuis 2011, SYRIZA avait inclus dans son programme une provision pour le règlement des prêts non remboursés des particuliers et des entreprises alors qu'en 2015 le programme ne promet plus que l'interdiction de reprise de la résidence principale en cas de défaillance. En outre, le programme de 2015 ne prévoit plus que le règlement des dettes privées envers l'Etat pour les impôts ou les contributions aux fonds de sécurité sociale sous forme d'étalement mensualisé en fixant des limites supérieures à ces mensualités en fonction du revenu familial.. En même temps, le programme promet de stopper les reprises de logement et les poursuites judiciaires à ce sujet pour ceux qui auraient volontairement réglé leurs dettes envers l'Etat.

#### **Privatisations/ nationalisations**

SYRIZA n'a pas changé sa position de mettre un terme à la privatisation des services publics des entreprises publiques et des infrastructures. Pourtant, sa position initiale de 2010 de « renationaliser » « graduellement » les « entreprises stratégiques » comme les télécommunications, l'électricité et les infrastructures comme les ports, les aéroports et les routes a été graduellement abandonnée. Depuis 2012, SYRIZA relie la renationalisation des « entreprises et des infrastructures » à la disposition des fonds suffisants pour racheter les actions et les titres de propriété, une condition qui ne signifie rien d'autre que la renationalisation n'aura pas lieu. Egalement, depuis 2012, SYRIZA préconise de transférer la propriété des ressources naturelles et minérales dans une sorte de trésor public qui servirait de garantie

pour l'émission d'obligations d'Etat. Sa position de 2010 pour une nouvelle régulation du marché financier a été abandonnée.

### **Investissement public**

Le programme de SYRIZA n'a pas changé depuis 2010 quant à l'intention d'augmenter les investissements publics en tant que levier pour favoriser la croissance et la soi-disant reconstruction productive de l'économie. Dans ce contexte, ils ont promis d'accroître les fonds consacrés à la recherche scientifique, menée principalement dans les universités grecques et de favoriser certaines industries (par exemple la production de médicaments). En 2015, SYRIZA appelle à un « New Deal » (9) européen qui inverserait les tendances déflationnistes et alimenterait la croissance en Europe à travers un programme d'investissements publics soutenu par l'UE ;

### **Impôts/ dépenses**

La position de SYRIZA en 2010 et 2011 d'imposer une taxe de 45% sur mes profits non distribués des grandes entreprises capitalistes a été éliminée de son programme en 2012. De même la promesse d'abolir les exemptions d'impôt sur le capital des armateurs faite en 2010 et 2012 a été diluée dans leur programme le plus récent et il est seulement question de réviser toutes les exemptions et d'abolir seulement celles qui ne seraient pas « reliées à une activité maritime en elles-mêmes ». Pour autant que les impôts concernent les personnes physiques, la position affirmée en 2010-2011 d'augmenter les impôts directs des couches les plus riches a disparu, alors que dans le programme de 2015 ils ne parlent que de la réduction graduelle des taxes indirectes « après discussion », à l'opposé de leur position de 2010 pour une réduction immédiate des taxes indirectes et leur position de 2012 pour ne réduction de la TVA dans le tourisme et la restauration. Pourtant dans le programme de 2015, SYRIZA promet de relever le revenu non taxé pour toute personne physique à 12 000 euros, d'abolir le nouvel impôt foncier, l'impôt sur le fuel de chauffage et la taxe imposée aux travailleurs indépendants. En outre, il a promis de réduire la charge fiscale des petites entreprises. Pour autant que les dépenses de l'Etat soient concernées, en 2010 et 2011, SYRIZA soutenait l'augmentation des dépenses sociales et la réduction du budget de la défense mais après 2012 il ne parlait plus que de geler la réduction des dépenses sociales. Après 2014, sa position n'était plus que de maintenir un budget en équilibre ce qui impliquait la poursuite de l'austérité en dépit et en contradiction avec ses promesses.

### **Salaires et relations de travail**

En 2010, le programme de SYRIZA promettait une augmentation des salaires, des retraites et des allocations chômage. En 2011 cette position avait changé pour ne comporter que le retour immédiat des salaires et retraites au niveau de 2009 avant la mise en œuvre du mémorandum. En 2012, il ne promettait plus que le gel des réductions de salaires et retraites et le rétablissement graduel des salaires à leur niveau de 2009, quelle qu'en soit la signification et seulement promettait le rétablissement immédiat du salaire minimum à ses niveaux de 2009. Pour autant que les relations de travail, c'est-à-dire l'exploitation, sont concernées, en 2010, il promettait de nouvelles restrictions aux licenciements mais en 2012, il ne promettait plus que l'abolition de la législation de 2010 qui « libéralisait » le marché du travail en favorisant les licenciements, réduisant les indemnités de licenciement et limitant l'application des conventions collectives. SYRIZA soutient encore la réduction du travail précaire avec l'abolition du travail indirect et la diminution de la sous-traitance dans le secteur public. Pourtant, en contradiction avec cette position il admet la possibilité pour les municipalités de mettre en place des programmes de travail temporaire et des « programmes de formation » dans le but de réduire le chômage. Dans les programmes de 2012 et 2015, SYRIZA promet de pénaliser le travail noir et de renforcer les services de l'Etat contrôlant l'application de la législation du travail. Finalement dans leur programme le plus récent il promet de restaurer la fermeture du dimanche dans le commerce de détail.

### **Avantages sociaux**

SYRIZA avait promis en 2010 d'augmenter les allocations chômage. Dans son plus récent programme sa position est juste de restaurer les allocations chômage à leur niveau de 2009 (461 euros pendant 12 mois). En 2012 ils avaient promis d'étendre les allocations chômage aux travailleurs indépendants mais dans leur programme de 2015 il ne parle que de réformer les allocations chômage pour ne couvrir que les travailleurs indépendants sans ressource. Alors qu'il préconisait en 2012 d'étendre le service des allocations chômage à deux années, dans leur programme le plus récent il ne promet plus cette extension qu'aux chômeurs longue durée. Il avait aussi promis d'abolir la restriction imposée à la durée totale du service des allocations ( un total de 400 jours de paiement d'allocations par période de 4 années). Il a

aussi inclus dans son récent programme un certain nombre d'allocations pour le soulagement de la pauvreté extrême à savoir, électricité gratuite et bons de nourriture pour 300 000 foyers, logement gratuit pour les SDF avec l'utilisation des immeubles municipaux et des hôtels vides, qui recevraient une subvention, soins médicaux gratuits pour les chômeurs et ceux qui ne seraient pas couverts par la sécurité sociale, transport gratuit pour les chômeurs et les travailleurs à faible revenus. SYRIZA a compris qu'il pouvait conquérir de nombreux votes en promettant une pitance à un nombre significatif de foyers paupérisés.

### **Retraites**

En 2010 SYRIZA promit d'abolir toutes les lois qui avaient attaqué depuis 1990 les droits à la Sécurité Sociale et les retraites et reconnut les dettes de l'Etat envers les fonds de la sécurité sociale. Dans son programme de 2012 ces positions avaient été réduites à la seule promesse de rétablir les cotisations employeur à leur niveau antérieur, de combattre les fraudes par les employeurs, de geler les réductions de retraite et « graduellement de rétablir les retraites à leur niveau antérieur » et d'abolir l'exclusion de 2011 de bien des emplois de la catégorie « métiers dangereux » qui était défavorable aux travailleurs. Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, la promesse de 2010-2011 de rétablir les retraites à leur niveau de 2009 avait été remplacée dans les programmes de 2010-2011 et de 2015 par la simple promesse de réduire le gel des retraites. En outre, dans le programme de 2015 il posa qu'il reverrait l'exclusion d'emplois de la catégorie « métier dangereux » contrairement à sa promesse de 2012 d'abolir immédiatement cette exclusion. Il avait promis qu'il réduirait l'âge de la retraite de 2 années c'est-à-dire rétablir l'âge pour une retraite normale à 65 ans et à 60 ans pour une retraite réduite. En outre, il avait promis d'abolir la nouvelle méthode de calcul des retraites après la 1/1/2015 ainsi que les restrictions au droit d'obtenir une retraite réduite, ce qui aboutissait à exclure bien des travailleurs du droit à une retraite (selon ces restrictions un travailleur aurait dû avoir contribué pour obtenir une retraite avoir cotisé 100 jours de travail par an pendant au moins cinq ans.

### **Economie sociale (secteur autogéré)**

En 2010, le programme de SYRIZA n'insistait pas trop sur « l'économie sociale » sauf une référence au soutien des associations de paysans. Cela commença à changer en 2012 quand le programme promit de fournir des subventions et des facilités pour le développement de « l'économie sociale ». Cela changea complètement dans le programme de 2015 quand il devint évident que SYRIZA accordait plus d'importance à ce secteur à la fois pour la réduction du chômage et pour sa « reconstruction productive de l'économie ». Ce changement reflétait la croissance du secteur « économie sociale » et que de plus en plus de prolétaires faisaient face à leurs besoins ou même pouvaient joindre les deux bouts en s'engageant dans de tels projets ou dans des entreprises low cost. Particulièrement, il fit la promesse d'aider la reprise et l'autogestion d'entreprises en faillite en modifiant la loi sur les faillites. Il promit aussi de soutenir les coopératives et les associations par des exemptions d'impôts, des subsides européens, en fondant des institutions publiques spécialisées de crédit, le tout chapeauté par la création d'unités spéciales où il serait possible de trouver des conseils juridiques et comptables.

### **Emploi dans les services publics**

Le programme de 2012 promettait l'abolition de la loi sur les licenciements et les mises à pied dans le secteur public. Dans son programme de 2015, SYRIZA promet que les travailleurs du secteur public qui ont été mis à pied ou licenciés retrouveront leur position antérieure. Il a aussi promis d'abolir le nouveau système d'évaluation des travailleurs et de l'unité de travail et son remplacement par un système d'évaluation basé sur des « facteurs et indices objectifs », sans qu'on sache trop ce que cela signifie. En outre, il s'engage à abolir la loi prévoyant de nouvelles strictes règles disciplinaires pour les travailleurs du secteur public, ce qui était prévue dans le contexte de la législation du mémorandum. Dernière proposition et non des moindres la promesse de créer des milliers d'emplois permanents et stables dans les secteurs publics de l'éducation, de la santé et de la protection sociale, une partie de leur engagement de créer au total 300 000 emplois dans les secteurs publics, privés et autogérés

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

L'interminable catalogue des changements ainsi relevés des changements dans le programme de SYRIZA illustre aussi bien la dilution de ses positions vers une timide position social-démocrate que ses contradictions. L'ajustement graduel de SYRIZA à la « realpolitik » montre qu'après avoir élagué la plupart de ses positions considérées comme inacceptables du point de vue de la stratégie capitaliste dominante néolibérale de la zone euro et en ne conservant – tout en les enrichissant parfois – les moins

nocives comme celles concernant la soi-disant « économie sociale », SYRIZA pouvait se transformer en un « nouveau » manager plutôt compétent de l'Etat capitaliste.  
TPTG janvier 2015

Annexe : Sur qu'Eques débats théoriques dans SYRIZA qui furent rapidement mis de côté.

La minorité communiste anti Etat en Europe et ailleurs qui s'intéresse toujours à des questions comme la communisation, l'Etat capitaliste et la théorie de la valeur pourrait être intéressé de savoir qu'un des principaux architectes des programmes de SYRIZA et un des membres de l'équipe menant les négociations avec le reste de Etats membres de l'UE était, il y a quelques années la principal théoricien de la fraction althussérienne de SYRIZA et un des critiques principaux de la théorie de l'Etat gramscien et de la théorie ricardienne de la valeur

On trouvera ici des citations de ses textes :

*C'est le « tri » parlementaire des différentes pratiques de classe (non seulement les pratiques de la bourgeoisie et de ses alliés mais aussi celles de la classe ouvrière et de ses alliés) qui rendent leur « représentation » possible au sein de l'Etat, ce qui rend possible leur soumission à l'intérêt général du capital...Ce n'est pas un parti particulier mais tout le système parlementaire qui lie les bases classes à la « classe politique » de la domination capitaliste. Ce n'est pas un parti particulier mais l'Etat capitaliste comme un tout qui constitue le parti «réel », la représentation « réelle » du capital, le concentré politique de la domination capitaliste. C'est pourquoi, depuis l'époque de Marx, toutes les « visions » et les tentatives des véhicules politiques réformistes de « conquérir » et de socialiser l'Etat se sont terminées par la nationalisation des visionnaires et des réveils douloureux. (10)*

*L'économie politique classique était une théorie de la valeur intégrant le travail et une théorie de l'exploitation des travailleurs salariés par les classes possédantes. Les principaux courants du marxisme adoptèrent cette théorie classique de la valeur et de l'exploitation en éliminant la critique que Marx en avait faite. Cette mutation théorique est étroitement connectée à la mutation idéologique et politique de la Gauche d'un mouvement de contestation radicale vers un pouvoir de management et de réformes du système capitaliste... Dans sa vision « conservatrice » cette problématique soulève des questions comme le salaire « juste » d'un travailleur, des « conditions dignes de vie », d'augmentation des salaires en relation avec la productivité du travail, etc.. en d'autres termes les revendications immédiates des travailleurs lors de leur conflits avec le capital sont élevées au rang « d'idéal social », les formes des rapports capitalistes de pouvoir sont pris comme un « fait nécessaire ». Dans sa version « radicale » cette théorie classique de la valeur et de l'exploitation envisage un « capitalisme sans capitalistes privés » : la « socialisation », c'est-à-dire la propriété publique des moyens de production va main dans la main avec le maintien de toutes les formes de l'économie capitaliste et l'Etat capitaliste...La transition du capitalisme au communisme se rattache à l'abolition de la valeur c'est-à-dire de l'argent et de la marchandise et à la forme de l'entreprise » (11)*

*C'en est assez Dr Milios. Merci pour cette excellente critique de la politique réformiste. Mais qu'est ce que cette compréhension peut bien avoir avec le programme de SYRIZA ? Absolument rien. Le problème de la déconnexion entre la théorie et la pratique est bien connu dans le mouvement révolutionnaire même depuis la social-démocratie allemande. Il y a bien des décennies, Paul Mattick avait critiqué Kautsky pour son incapacité à imaginer qu'une théorie marxiste devait s'accompagner d'une pratique marxiste adéquate. Dès lors, sa compréhension de ce que « pour Marx, la valeur est une catégorie strictement historique : que ni avant, ni après que le capitalisme existe et existera une production de valeur qui qui différerait seulement dans sa forme de celle du capitalisme est totalement inutile » (12)*

Avec l'académisation et la professionnalisation de la théorie marxiste dans les dernières décennies les choses sont devenues encore pire. Dans les meetings politiques, les conférences, les groupes de lecture, les summercamps, les journalistes, etc.. où viennent constamment des centaines de gauchistes La plupart du temps on s'étonne de se poser la question de savoir si c'est un véritable intérêt dans une politique anticapitaliste qui les amène là ou si cette implication n'est pas uniquement pour eux un pas nécessaire pour avancer dans une profession qui leur serait garantie par un Etat capitaliste, une entreprise capitaliste ou un parti réformiste.

- (1) Allusion au slogan de Thatcher en Grande Bretagne dans sa politique néolibérale des années 1980 « There Is No Alternative » -TINA –
- (2) Tsipras est le leader de SYRIZA et, à la suite des élections devenu le premier ministre du gouvernement grec
- (3) « Quantitative Easing » (QE) , **assouplissement quantitatif** , désigne un type de politique monétaire dit « non conventionnel » auquel peuvent avoir recours les banques centrales dans des circonstances économiques exceptionnelles, telles que des crises économiques et financières de grande ampleur.

Cette politique vise à éviter la déflation tout en maîtrisant une faible inflation. En particulier, l'assouplissement quantitatif consiste généralement en une expansion du bilan de la banque centrale au travers de l'acquisition d'actifs qui peuvent être des titres de créances obligataires, ou des actifs plus risqués comme des dettes dites d'agences, ou des titres adossés à des actifs comme des titres hypothécaires. L'assouplissement quantitatif est l'équivalent moderne de la planche à billet, en plus sophistiqué dans ses modalités toutefois.

- (4) Pour ne pas analyser extensivement de la crise capitaliste, son management par l'Etat grec et l'Internationale capitaliste (FMI, EU, BCE, etc.) et les luttes de classe qui se déroulèrent en Grèce après 2010, voir nos textes (en anglais) « Pliant sous la dette », « Notes préliminaires vers une analyse du « mouvement des assemblées populaires » , « Importantes défaites : la dévaluation intérieure, l'échec des luttes de la classe ouvrière en Grèce et le « success story » gréco-chinois » et l'interview de notre groupe par Juraj Katalenac « Un interview » que l'on peut trouver sur le site : [http://www.tptg.gr/?page\\_id=105](http://www.tptg.gr/?page_id=105)
- (5) Dans une lettre envoyée au Financial Times le 22/1/2015 intitulée « L'Europe bénéficiera d'un nouveau départ donné à la Grèce », Stiglitz, Pissarides et d'autres « grands » économistes bourgeois soutenaient :
  - a) le remplacement des coupes dans les dépenses publiques par des programmes d'investissements publics qui développeraient la demande et stimuleraient la croissance financés par « une collecte des impôts plus efficace »
  - b) une extension conditionnelle de la « période de grâce » de sorte que la Grèce soit exemptée du service de la dette par exemple dans les cinq prochaines années seulement si la Grèce pouvait atteindre une croissance minimum de 3%
  - c) « une réduction de la dette, spécialement de la dette officielle bilatérale à un nouvel accroissement de l'espace fiscal disponible et
  - d) « un financement significatif de projets d'investissements efficaces spécialement pour les exportations »

La même lettre rappelait l'annulation substantielle de la dette allemande dans les années 1950 et reprenait bien des propositions originaires mises en avant par SYRIZA
- (6) VIOME est une usine de matériaux de construction, sous-traitant de Filkeram et Johnson qui fut repris par ses travailleurs après sa faillite et son abandon par les propriétaires. Pour plus d'information, voir <http://www.viome.org/>.
- (7) Pour en savoir plus sur la question fascisme/antifascisme en Grèce voir notre texte à venir « Antifascisme contre fascisme : la première fois c'est une tragédie, la seconde fois, c'est une farce »
- (8) La **taxe Tobin**, suggérée en 1972 par le lauréat du « prix Nobel d'économie » James Tobin, consiste en une taxation des transactions monétaires internationales afin de limiter la volatilité du taux de change. Par extension, le terme désigne aujourd'hui une taxe sur les transactions financières
- (9) Le **New Deal** (« **Nouvelle donne** » en français) est le nom donné par le président américain Franklin Delano Roosevelt à sa politique interventionniste mise en place pour lutter contre les effets de la Grande Dépression aux États-Unis. Ce programme s'est déroulé entre 1933 et 1938, avec pour objectif de soutenir les couches les plus pauvres de la population, réussir une réforme innovante des marchés financiers et redynamiser une économie américaine meurtrie depuis le krach de 1929 par le chômage et les faillites en chaîne.
- (10) John Milios, *Marxism as conflict of currents*, Athènes, 1996
- (11) John Milios, *The critique of political economy as a critique of the Left*, Thesis101.2007. Cette interprétation de la théorie de Marx est basée sur les travaux de Michael Heinrich et l'école de pensée Neue Marx Lektüre dont nous ne pouvons donner ici les détails
- (12) La citation de Paul Mattick se trouve dans *Living Marxism*, vol4, 7, 1939, *Karl Kautsky : de Marx à Hitler*